

La Lettre de la CADE

Coordination pour l'Afrique de Demain

Bulletin mensuel d'information sur les activités de la CADE - Juin 2009 - n° 122



Débat du mois :

« La maîtrise des échanges et la mobilisation concertée des ressources des villes et des campagnes »



enda europe

Éditorial

La CADE et la lutte contre les discriminations

La CADE a été créée en 1996 pour élaborer et diffuser « un autre regard sur l'Afrique » et réagir contre la vague d'afropessimisme qui avait envahi les médias. Un travail conséquent a été réalisé dans ce sens à Paris et en province et se diffuse depuis peu dans l'enseignement secondaire.

Alors que nous constatons la possibilité d'un *autre regard sur l'Afrique*, nous découvrons les effets négatifs de l'afropessimisme sur les Africains présents en France et sur ceux avec lesquels ils sont en contact. Les premiers souffrent dans leur identité et dans le regard des autres de l'image dévalorisée de leur continent qui a cours dans la communauté nationale.

A notre sens, ce sont les *représentations réciproques* des Français et des résidents reliés culturellement au continent subsaharien qui produisent les comportements discriminatoires. Intellectuels médiatiques et politiques ont conforté une masse de jugements dépréciatifs sur le continent subsaharien permettant de stigmatiser les « Noirs ».

L'afropessimisme se trouve être à l'arrière-plan de l'exclusion et justifie des pratiques discriminatoires dont souffrent les Noirs en France. Faire ce constat n'est pas simple au pays des Droits de l'Homme, car la République ne connaît que des citoyens égaux en droit alors que nos institutions par le biais de leurs agents sont souvent imprégnées de préjugés qui ne leur permettent pas de prendre en charge les marques visibles des différences. A l'universalité abstraite des droits proclamés se substituent alors parfois des pratiques opposées, souvent invisibles socialement.

Réagir contre les préjugés et les représentations implicites ou inconscientes nous permettra de donner à nos fondamentaux républicains la force de l'évidence et du droit. Par exemple, la situation des femmes dans les sociétés subsahariennes est montrée du doigt alors qu'elle est bien plus variée que l'image que l'on en donne en France, même si leur sort et leur statut nous révoltent. Le maintien de l'excision ou de la polygamie dans la société interpelle la République qui a légiféré et mobilisé ses travailleurs sociaux et sanitaires contre les plus transgressives des « coutumes » au regard de notre façon de voir. Il est vrai que les progrès de l'individualisme et de l'éducation qui auraient permis une évolution de la condition féminine se sont heurtés au maintien d'une structure communautaire répondant en interne à la marginalisation, aux politiques publiques et à la discrimination.

La démarche de la Cade se situe dans ce domaine en amont de ce qui se fait ailleurs. Ni dénonciatrice ni culpabilisante, elle s'adresse à l'intelligence et à la réflexion de ses interlocuteurs, médiateurs et formateurs, en leur faisant prendre conscience qu'ils baignent dans une *idéologie catastrophiste et essentialiste* qui ne correspond pas à la réalité et qui produit peurs et *préjugés* débouchant sur des *pratiques discriminantes*.

Aussi, la présentation de la réalité africaine dans toute sa complexité et sa diversité, dans sa capacité à innover et à changer devrait conduire Français « blancs et noirs » sur le territoire national à mieux se comprendre pour vivre et travailler ensemble. Voilà notre conviction. ■

La Cade

Cycle « Lieux et territoires de mobilisation des ressources futures »

7. « La maîtrise des échanges et la mobilisation concertée des ressources des villes et des campagnes »

La septième et dernière réunion débat du cycle « Lieux et territoires de mobilisation des ressources futures » a pour titre « La maîtrise des échanges et la mobilisation concertée des ressources des villes et des campagnes ». Titre immense, dit Jean Roch, organisateur et animateur de cette rencontre. Elle montrera comment la crise camerounaise, à la fin du siècle dernier, a modifié le comportement de couches entières de cette société africaine, démontrant sa capacité d'adaptation. La réunion commencera par « Le ventre de Douala », film sur la paysannerie de l'Ouest du Cameroun, qui a su s'organiser pour assurer le ravitaillement de Douala, passée de 400.000 habitants en 1976 à plus de trois millions aujourd'hui.

Le film : Images d'une campagne vivante et inventive

Près de Dschang, ville de l'Ouest camerounais, le film nous montre un marché très bien achalandé en produits de toutes couleurs, européens et locaux, destinés à la clientèle de passage. Emile Hatcheu, géographe de l'Université de Dschang, explique comment la paysannerie de la région s'est mobilisée pour remplacer les importations alimentaires, que les Camerounais ne pouvaient plus payer, car la crise de 1985 / 93 avait réduit leurs revenus de moitié. Elle alimente ainsi Yaoundé, la capitale, et Douala la capitale économique à 300 kilomètres de là. Paysans et paysannes vendeurs expliquent comment cette activité, apportant de l'argent, a permis le développement : écoles, dispensaires, habitations, locaux professionnels, vie plus confortable, donc consommation. Nous sommes en pays Bamiléké, une population solidaire, soudée, fidèle à ses traditions et réputée pour son dynamisme, qui exalte le travail et la réussite et qui « oblige » à réussir et à partager. Un entrepreneur a

ainsi financé une coopérative pour plusieurs milliers de bénéficiaires. Très tôt d'ailleurs, les enfants apprennent le commerce en vendant des bananes sur le bord de la route.

Le maraîchage, jadis apanage des femmes pour la consommation familiale, retient maintenant aussi les hommes, dès lors que la commercialisation génère des revenus, surtout avec les produits de contre saison. C'est une culture empirique sans technique particulière, mais très diversifiée et très productive, dans ces terres de bas-fond toujours humides, mais valorisées par la pression foncière. L'ananas, le poivron, la carotte, les haricots verts... ont été récemment acclimatés. En altitude, à 1.600 mètres ou à 2.000 mètres, s'est implantée une culture vivrière spécialisée, destinée à la vente sur de grands marchés ou à des acheteurs qui viennent sur place. Elle a remplacé le café et le cacao qui n'étaient plus rentables après la crise de 90. Pour limiter le recours aux engrais, importés et chers, on cultive des

Puis le géographe Frédéric Giraut, professeur à l'Université de Genève et agrégé des Universités en France, proposera quelques réflexions sur les dynamiques de développement et la perception des rapports centre - périphérie en Afrique.



Ville de Douala., Cameroun. © <http://dumezbourboin.free.fr>

plantes qui en ont moins besoin, qui les remplacent en fixant l'azote de l'air et en produisant, une fois coupées, des engrais verts; elles enrichissent la terre. On plante des arbres pour fertiliser les sols, ombrager les cultures et éviter l'érosion. Il faut maintenant trouver d'autres débouchés pour une production disposée à s'accroître. Certains pensent à l'exportation vers l'Europe, où il y a un pouvoir d'achat, qui en donnerait ainsi aux cultivateurs locaux. Les images montrent des montagnes verdoyantes, des champs de tomates, de pommes de terre, de choux, et aussi des produits locaux, patates douces, macabo, tarot, maïs...

Pour vendre à Douala, le transport pose problème. Parfois les fruits et légumes pourrissent sur place. Le prix de l'essence a presque doublé. Les routes ne sont pas bonnes. Il faut payer l'impôt parafiscal (bakchich). Les bacheliers, devenus souvent chômeurs, reviennent au village et font du commerce. « On ne s'en sort plus comme

avant » dit une commerçante, présente sur le marché depuis la mort de son mari, il y a 10 ans.

A Douala existent plusieurs marchés de gros. Celui qui était destiné au café et au cacao a dû se reconverter. Il est devenu le marché des produits frais, Sandaga, approvisionné par les producteurs de l'Ouest. Il alimente les petits commerçants, qui vont revendre dans toute la ville. 60 % de son chiffre d'affaires se font avec les pays environnants qui, producteurs de pétrole, disposent d'un pouvoir d'achat. Installé dans un bas-fond, le marché est toujours humide et insalubre. Il n'y a pas de chambre froide, tout doit être vendu le jour même. C'est un problème d'aménagement, qui dépasse les compétences de ces cultivateurs et commerçants. L'exemple serait le marché de gros des arachides et oignons approvisionné par les producteurs du Nord du Cameroun. Il est très bien aménagé, mais il a fallu négocier avec tous les niveaux de la puissance publique, locale et nationale. La Communauté urbaine de Douala doit être attentive à ces deux marchés, celui de Sandaga, où il y a



Frédéric Giraut © CADE



Marché de Sandaga. Douala, Cameroun.

« un désordre, une dynamique » et qui fonctionne quand même à l'international, et celui des arachides, dont elle peut être fière.

Quel avenir ? Sandaga résulte d'une stratégie de survie. Est-ce durable ? Il faut un diagnostic objectif, identifier les atouts et les failles et en tirer les enseignements.

Une nouvelle géographie

Jean Roch ouvre la séance. Elle rappellera, dit-il, comment les changements qu'ont su pratiquer des sociétés africaines attestent à quel point l'homme africain est « entré dans l'histoire ».

Frédéric Giraut précise qu'il interviendra plus en géographe qu'en économiste. Il est spécialiste de géographie politique, de recompositions territoriales et d'analyses des politiques publiques dans le champ du développement. Il mettra l'accent sur une évocation des processus, des expériences et des tendances nouvelles. Il élargira le thème de ce soir « relations ville – campagne » aux centres, aux périphéries, aux marges, aux pôles dans le Sud et plus particulièrement en Afrique. Apparaît aujourd'hui une nouvelle géographie régionale, de nouvelles relations entre le centre et la périphérie, qui découlent des phénomènes de mondialisation et d'urbanisation. Il y a une autre manière d'appréhender les territoires et les espaces, une nouvelle typologie, au-delà des cadres étatiques. En est témoin le dernier rapport de la Banque mondiale « Reshaping Economic Geography », qui annonce les évolutions doctrinaires de la Banque. Il marque une rupture en matière d'appréhension de l'espace, à laquelle ses interventions se conformeront.

Il évoque la théorie de Fred Scholz du « développement fragmenté », qui définit les espaces en fonction de leur ancrage dans la mondialisation. Selon cet auteur, il y a les « espaces globalisés », centres de décision où résident les acteurs de la mondialisation et d'où partent les flux de bien matériels et immatériels. A côté, il y a les « relais », comme en Afrique. Ce sont des villes ou des régions qui prennent des initiatives et sont éventuellement des lieux de production impliqués dans la mondialisation. Dans les périphéries, il distingue celles qui sont « globalisées » avec cultures

d'exportation et ressources minières et celles dites « délaissées ». Ces dernières sont les régions d'agriculture vivrière non intégrées dans les circuits économiques. On trouve enfin les espaces « dominés », qui relèvent de l'aide publique au développement et sont, à ce titre, dominés par les espaces globalisés, que sont les nations du Nord apportant l'APD. Après cet exposé abstrait, dit Frédéric Giraut, il annonce des éléments plus concrets en Afrique du Sud.

L'Afrique du Sud aux multiples espaces

Il a travaillé plusieurs années en Afrique du Sud post-apartheid sur des programmes de recherche. Elle comprend des espaces très diversifiés relevant de chacune des catégories exposées précédemment. C'est un pays émergent, moteur en Afrique, qui relève d'une histoire particulière, car il est une colonie de peuplement, et qui présente une géographie très inégalitaire. Johannesburg et d'autres métropoles sont des « espaces globalisés » ou « relais » par leur implication dans l'économie mondiale. Des aires métropolitaines ont été créées pour rapprocher les diverses populations. Elles disposent d'un statut spécifique, avec un « gouvernement » métropolitain, compétent pour l'administration, la planification et la stimulation économique. Ce sont des modèles auxquels aspirent d'autres villes.

Par ailleurs des sites ont été sélectionnés dans des quartiers périphériques des villes ou dans les zones franches portuaires ou dans des lieux aisément accessibles, facilitant le travail des entreprises. Ils sont destinés à accueillir les investissements directs étrangers (IDE) dans des activités industrielles, de transports ou de services. Ces sites jouissent de privilèges qui les amènent à s'affranchir de l'autorité des aires métropolitaines, à l'équipement desquelles, pourtant, ils contribuent

en leur fournissant des matériels et des services produits chez eux.

Des sites agricoles ont aussi été créés pour les cultures marchandes, soit industrielles (cane à sucre par exemple) soit maraîchères en vue de l'exportation en Afrique et ailleurs. Dans les zones rurales traditionnelles, l'exploitation des terres est souvent communautaire. Ces zones ont des difficultés à s'ancrer dans les filières marchandes. Elles se situent dans les anciens Bantoustans et elles sont très peuplées et très actives, difficiles à catégoriser. Certains des sites agricoles se spécialisent dans la valorisation de produits locaux, comme le raisin. Ils s'adonnent aussi au rooibos, herbe rouge sud-africaine utilisée pour une tisane appréciée dans le Nord. Ce type de produit répond à des effets de mode, qui ne sont pas forcément durables. D'autres sites enfin sont dédiés à l'écotourisme, différents des grands complexes pour safaris.

Le rapport de la Banque Mondiale

Le rapport 2009 de la Banque mondiale présente un nouveau type de géographie économique basé sur une nouvelle prise en compte de l'espace. La Banque interviendra désormais dans ce cadre spatialisé,

et sans doute d'autres bailleurs de fonds suivront-ils. Le développement pourra donc être envisagé en partant de ressources existant dans des espaces diversifiés, même réduits. Ce peut être des niches comme l'exportation du vin en Afrique du Sud. Cette nouvelle géographie économique a le vent en poupe. Elle est le thème de l'ouvrage de Paul R. Krugman, prix Nobel d'économie 2009. Elle prend en compte l'accumulation de biens, mais aussi de savoirs et reconnaît l'importance des lieux de concentration des pouvoirs, des idées et des moyens, où qu'ils soient et notamment en ville. Elle a pour objectif, selon la Banque, de relever le défi du développement aujourd'hui : améliorer le sort de 3 milliards d'individus, dont un milliard dans les bidonvilles, un milliard dans des espaces marginalisés, un milliard dans les pays les plus pauvres. Elle permettra d'éviter le saupoudrage en visant des espaces réduits mais significatifs. Se pose alors le problème de la gouvernance des espaces métropolitains et de leur rayonnement. Les sites, lieux d'accueil des IDE et comme tels pôles de développement, ont tendance à s'affranchir de l'autorité métropolitaine pour agir sans contrainte, mais aussi sans tenir compte des grandes orientations nationales. Cette nou-

velle approche de la Banque permet d'utiliser les « marges » que sont les espaces ruraux hors des réseaux du marché. Ils sont considérés comme viviers de main d'œuvre. Il faudra alors aller la chercher en améliorant les transports et les former à de nouvelles activités en élaborant des programmes spécifiques. Belles perspectives ! Mais le projet de la Banque mondiale semble réserver les grands investissements à capitaux publics / privés aux seules aires métropolitaines. Les « marges » relèveraient des ONG et de certaines organisations internationales. Or leur conception du développement ne correspond pas forcément à celles des populations concernées, qui sont entrepreneuriales, comme on l'a vu dans le film. Elles ne tiennent pas à dépendre des pouvoirs coutumiers.



Rooibos (*Aspalathus linearis*) - Thé rouge, Afrique du Sud.

D é b a t

Le Foncier, les OGM, les femmes

G. Courade répond à deux questions, une sur l'obstacle que peut constituer le foncier, l'autre sur les OGM. En pays Bamiléké, avec une forte densité de population, la terre est rare. Tous n'héritent pas de l'exploitation familiale et les cadets sont invités à émigrer. Plus de la moitié de cette ethnie a essaimé ailleurs, à Douala notamment, ainsi que dans tout le Cameroun et dans les pays voisins, créant ainsi des réseaux de commerce efficaces. Le problème foncier existe donc, comme on le voit dans le film, dans la mesure où tout est déjà cultivé et il n'y a plus

de place. Il s'est posé plus sérieusement lors de la décolonisation, qui fut particulièrement brutale, car les superficies dites « communes » c'est-à-dire en réserve, ont, en fait, été accaparées par les notables pour planter du café. Quant aux OGM, ils ne sont utilisés massivement que pour le coton. Ailleurs ils sont parfois refusés ou fort peu répandus, malgré la pression américaine, il y a quelques années, en Zambie. Le film, à nouveau, est pris à témoin pour faire état de la réalité camerounaise. Comme dans d'autres régions de l'Afrique de l'Ouest, les femmes jouent un grand rôle dans l'exploitation agricole et dans le commerce, tant sur les marchés locaux, qu'à Douala, sur les marchés de gros.

Le cauchemar de Darwin

A propos du film très controversé « Le cauchemar de Darwin » sur l'élevage des perches du Nil dans le lac Victoria, F. Giraut retient trois scandales, qui y sont dénoncés sans nuance, mais qui existent. Scandale écologique d'abord, par une surexploitation d'une ressource naturelle. Scandale social ensuite par une concentration de populations en grande pauvreté qui voient néanmoins leur sort légèrement amélioré et peuvent pratiquer l'informel. Scandale politique et économique enfin par le trafic d'armes qui utilise les flux financiers générés par l'exportation des perches. En contrepartie, cette opération a montré la capa-

cité africaine de relever le défi majeur des normes sanitaires imposées par le Nord.

Xénophobie

En Afrique du Sud, les parcs nationaux et les réserves situés à la périphérie du pays, ont été des lieux de confrontation, durant la période de marginalisation provoquée par l'apartheid et la guerre froide de la part de mouvements internationaux plus ou moins marxistes et de certains pays comme l'Angola et le Mozambique. Cette ligne de front a été transformée en espaces d'avant-garde, lieux de collaboration internationale dans une perspective de paix avec des aires protégées, affranchies des frontières étatiques, cog r es en tant qu'élément de développement économique.

L'explosion de violence xénophobe s' st récemment manifestée dans les prolongements du parc Kr ger au Mozambique et au Zimbabwe. Entre ces pays ont été organisées des libres circulations de touristes, d'éléphants, de bêtes sauvages, mais pas de travailleurs migrants. Car c' st l'interface entre pays développés et pays sous-développés. Ici comme ailleurs, au Nigeria, en Côte d'Ivoire, au Cameroun, les migrants sont accusés de tous les maux qui accablent le pays. La législation, voire la constitution, les fragilise. En Afrique du Sud, la xénophobie permettait de souder les diverses communautés. Une autre cause de rejet résulte de l'inventivité des migrants, qui se sont lancés dans de petites activités informelles de commerce ou d'artisanat, que ne maîtrisent pas les Sud-Africains.

Les relations ville- campagne

L'autosuffisance alimentaire, c' st aujourd'hui la sécurité alimentaire assurée par les productions locales. Est-il logique que le Cameroun importe de l'igname et des bananes plantain, que le Nigeria, grand producteur d'huile de palme, en soit devenu importateur depuis l'essor du pétrole ? L'amélioration des conditions de vie des ruraux résulte des possibilités d'une agriculture commercialisée, source de revenus. Les citadins, chassés des villes par les crises, retournent au village, comme ces ingénieurs agricoles vus dans le film. Pour le moment et sans doute pendant encore longtemps, les zones rurales poursuivront leur expansion démographique, à l'instar des villes, et demanderont à se nourrir. Les villes ont parfois besoin de produits spécifiques et vont les chercher loin. C' st ainsi que les oignons consommés dans les grandes villes côtières du Nigeria sont cultivés au Niger et ceux qu'on trouve sur les marchés de Douala viennent du Tchad, en supportant les multiples contrôles routiers, plus ou moins officiels. A propos des pommes de terre camerounaises, il est dit qu'elles ont été adoptées dans la région sous mandat britannique, parce qu'elles y avaient trouvé des terres et un climat propices ... et qu'elles rappelaient la Grande Bretagne.

Des inquiétudes à surveiller

J. Roch fait alors allusion aux acquisitions (achat ou location) dans certains pays, par de grandes sociétés privées, de vastes superficies pour des productions industrielles. Cette

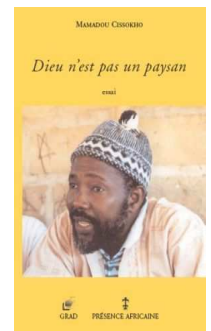
pratique, encore mal connue, rappelle les concessions coloniales et risque de concurrencer les cultures vivrières, si elle n' st pas contrôlée.

Il faut aussi renouveler les politiques agricoles, ou plutôt les ressusciter, profitant d'un renouveau d'intérêt annoncé l'an dernier par la Banque mondiale et auquel participe l'AFD.

G. Courade indique les domaines où elle devrait intervenir : la recherche agronomique, les formules de crédit adaptées au monde rural, l'extension de la mécanisation. Il faut aller au-delà de la culture attelée, très répandue en Afrique de l'Ouest, pendant la colonisation et qui a continué à s'étendre.

Autre inquiétude à surveiller, la concurrence potentielle des biocarburants, comme le jatropha ou d'autres, s'ils s'avéraient plus rémunérateurs que les cultures traditionnelles.

Plus positif enfin, la montée en puissance des organisations paysannes dans tous les pays. Elles jouent désormais un rôle grandissant sur le plan politique aux niveaux national et international. La CADE va d'ailleurs prendre l'initiative, après les vacances, de valoriser le livre « **Dieu n' st pas un paysan** » de Mamadou Cissokho, animateur du Roppa, (Réseau des organisations paysannes et de producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest).■



Robert Ginésy

Intervenant :

Frédéric Giraut, agrégé des Universités de France, professeur en géographie politique à l'Université de Genève, spécialiste des questions de recompositions territoriales et de politiques publiques comparées dans différents contextes africains (Afrique du Sud, Niger, Maroc notamment) et européens

Auteurs du film :

Jean Christophe Monferran, ingénieur, Institut Interdisciplinaire d'Anthropologie du Contemporain. EHESS 105 Bd. Raspail 75006 Paris.

Emile Tchaw  Hatcheu, géographe, docteur de l'Université de Paris I (Panthéon / Sorbonne) a participé à de nombreuses enquêtes sur les mutations de l'agriculture paysannes. En 1997, il a crée les Jeunes chercheurs associés pour le développement (JCAD), en partenariat avec l'IRD (Institut de recherche et de développement).

Quelques références :

Giraut Frédéric ( d) *Le territoire est mort, Vive les territoires*, Paris IRD, 2005, 384 pp

Giraut Frédéric *Révélations et impasses d'une approche radicale de la mondialisation*, Actuel, 18.07.2007
<http://espacestemp.net/document2712.html>

Giraut Frédéric (dir) *Etude comparée des politiques d'aménagement du territoire et de développement régional dans les pays du Sud* Paris DGCID (Coll. Etudes) 2006, 133 pp.
<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Pubb.pdf>

Hatcheu, Emile Tchaw  *Marchés et marchands de vivres à Douala* L'Harmattan, 2006, 190 pp.

Les pays arabes, le Brésil, la Russie ... et l'Afrique

Depuis longtemps la Chine, l'Inde s'intéressent à l'Afrique. D'autres puissances émergentes, déjà plus ou moins présentes sur le continent noir, envisagent de s'investir davantage. Les Emirats Arabes Unis, le Brésil, la Russie se sont manifestés en juin.

Afrique et Moyen-Orient

Le 1^{er} et le 3 juin deux délégations émirates, le ministre des affaires étrangères d'abord, puis une équipe d'experts du fonds d'investissement d'Abou Dhabi sont venus à Conakry. Officiellement ces deux délégations voulaient « traduire la volonté des autorités émirates d'accompagner la Guinée ». Cette dernière a grand besoin de partenaires nouveaux, les anciens et traditionnels, comme l'Europe, les Etats-Unis, le FMI, exigeant un retour à l'ordre constitutionnel avant tout appui.

Le premier ministre guinéen propose une coopération dans trois domaines qui se chiffrent à : \$ 127 millions pour une centrale thermique et la réhabilitation du réseau de distribution d'électricité de la capitale ; \$ 202 millions pour l'alimentation en eau potable de Conakry et l'adduction d'eau dans huit villes ; enfin \$ 20 à 30 millions d'aide budgétaire « pour combler le déficit dû à la crise et à l'arrêt du programme du FMI ». Il sollicite aussi le secteur privé pour la construction de deux barrages hydro-électriques et il offre un bail emphytéotique pour une partie des 3.500.000 ha de terres cultivables disponibles. L'implication de banques et assurances à capitaux émirates serait aussi facilitée. Rien n'est encore signé, sauf un accord de prêt de \$ 5 millions. Les experts ont précisé qu'ils « souhaiteraient avoir des informations sur la protection des

investissements et la double taxation ». Si ces projets se réalisaient, ce serait le plus grand investissement islamique de l'histoire guinéenne.

Cette opération n'est pas une percée isolée. Les pays arabes tentent d'institutionnaliser leurs relations avec l'Afrique subsaharienne. Les 16 et 17 Mars derniers, des entreprises arabes et africaines se sont rencontrées à Dakar, sous l'égide de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA). Elles ont recommandé la tenue d'une rencontre de femmes d'affaires arabes et africaines et ont souhaité voir restreints aux seules entreprises arabes et africaines les appels d'offres pour les grands projets. Une seconde rencontre a été décidée, ainsi que la création d'une association d'entrepreneurs arabes et africains. Enfin un comité de pilotage comprenant l'Arabie saoudite, le Koweït et l'Algérie d'une part, le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Mozambique et le Sénégal d'autre part a été mis en place.

Les investisseurs arabes bénéficient sur le continent d'un différentiel de rendement très intéressant, encore plus avantageux en période de crise

Liens historiques

Début Juin aussi, s'est tenu à Dakar un forum Brésil - Afrique pour la relance de la coopération. A cette occasion, le ministre brésilien du développement, de l'industrie et du commerce extérieur a entamé une visite au Sénégal, Ghana, Nigeria et Guinée équatoriale. « En raison de liens historiques très forts... » a-t-il déclaré, nous devons « rééquilibrer la balance commerciale en diversifiant les investissements et en augmentant les importations ». Car l'Afrique « est le marché du futur ». Ce ne doit

pas être seulement un réservoir de ressources naturelles. Il faut améliorer la qualification de la main-d'oeuvre africaine. « Contrairement à la philosophie des pays développés, le Brésil propose un transfert gratuit de technologies ». Elles sont proposées dans les domaines de la marine marchande, de la transformation des noix de cajou, de la culture des biocarburants.... Le Brésil s'intéresse au pétrole africain plus léger que le brésilien, au potassium et il va « aider le Sénégal ou le Ghana à se doter d'avions brésiliens, troisième producteur du monde »

Depuis Moscou

Le président russe lui-même, Dimitri Medvedev, est allé au Nigeria, en Namibie et en Angola fin Juin. Des contrats pour un montant de \$ 3 milliards ont été annoncés, essentiellement dans le domaine gazier : coopération avec le Nigeria, construction d'une centrale électrique au gaz et exploitation d'un gisement de gaz en Namibie. En Angola c'est un retour. « Nous avons toujours pu compter sur l'amitié et la solidarité du peuple russe » a déclaré le président angolais et le président russe a reconnu que « nous aurions dû commencer à travailler avec nos partenaires africains, il y a bien longtemps ».

Comme dans les relations avec la Chine, il n'est pas question de « bonne gouvernance », ni de « démocratie » dans ces rapports avec les pays arabes, le Brésil ou la Russie. Ce qui les rend attractifs. Toutefois, l'Afrique commence à s'apercevoir que ces « conditionnalités » concernent en fait des règles traditionnelles, meilleures garanties de relations durables. ■

R. G.



L'Union européenne et la recherche sur les politiques de développement

Dans le cadre de l'initiative « recherche pour les politiques de développement », la Commission Européenne et plusieurs Etats-membres ont lancé au début de cette année un projet de recherche pluriannuel associant chercheurs, experts, société civile et décideurs politiques et ayant pour objet de donner corps à une perception européenne des questions liées au développement.

Le Centre Robert Schumann de l'Institut universitaire européen a la haute main sur cette initiative qui, pour sa première année, produira en octobre prochain un rapport européen sur le développement consacré à la question de la fragilité et de son incidence sur

les politiques de développement. Des réunions ont été tenues à cet effet en Février à Bruxelles, où il a été question du développement en Afrique en situation de fragilité, en Mars à Cambridge, où il a été traité du rôle de l'agriculture et de la sécurité alimentaire dans les pays fragiles, en Avril à Florence, où les travaux ont porté sur la gouvernance et la construction de l'Etat dans des contextes politiques difficiles et en Mai à Barcelone, où ont été analysées les causes de la fragilité et ses implications pour la politique de développement et l'engagement des pays donateurs.

En centrant l'attention sur la fragilité, il est cherché les moyens

d'atteindre, en situation de crise, les objectifs du Millénaire pour le développement.

En préparation à ce premier rapport, les protagonistes de cette initiative se sont retrouvés à Accra du 21 au 23 mai pour examiner l'impact de la crise sur les pays africains et les conséquences à en tirer pour tous les partenaires au développement soucieux d'en atténuer les effets sur les Objectifs du Millénaire pour le développement. On rappelle à ce sujet, les mesures prises par la Commission Européenne immédiatement après le G20 de Londres pour concentrer son aide sur les pays les plus affectés par la crise. ■

J.-L. Baudet



La micro finance et la crise



Il est peut-être hasardeux d'écrire « la crise a sauvé la micro finance », mais c'est l'impression que l'on avait lors de la matinée du 19 Juin, consacrée à cette forme de crédit pour les pauvres et organisée notamment par l'IRD (Institut de recherche pour le développement) et l'AFD (Agence française de développement).

Effectivement, le succès de ses performances financières commençait à mettre en péril son rôle social. De 1997 à 2007 dans le monde, les clients sont passés de 13 à 155 millions, les prêts de \$ 1 à \$ 20 milliards et les institutions distributrices de 618 à 3.552. En France, pour la même période, la seule « Association pour le droit à l'initiative économique », pionnière en la matière, a enregistré une progression de clientèle de 1.000 à 12.824. De banque des pauvres dans le Sud, la micro finance est devenue banque de démarrage et d'innovation dans le Nord, pour tous ceux que les banques classiques refusaient. Partout elle a drainé des capitaux de toutes origines. Aux institutions publiques du début, se sont ajoutées des organisations

professionnelles, notamment les coopératives, puis des investisseurs classiques.

Des taux d'intérêt de 10,30 % par mois, et au delà de 50 % en Afrique du Sud par exemple, ont attiré des particuliers, des banques, des fonds de pension. Venus pour le rendement, ils incitaient les institutions de micro finance à rechercher les clients les plus rentables et pas forcément ceux qui en avaient le plus besoin. Avec la crise, ces investisseurs se sont retirés, en asséchant les fonds propres de certaines institutions, au moment où les impayés augmentaient. Ce sont les bailleurs de fonds institutionnels, tels l'AFD, qui sont venus à leur secours.

La semaine du micro crédit qui s'est tenue à Paris début Juin, a analysé tous ces phénomènes. Ils montrent que la micro finance était menacée d'être détournée de son rôle social. Ce fut l'occasion de réfléchir aux formules permettant d'éviter ces dérives dans l'avenir. ■

Yves Catalan

Le Comité d'orientation stratégique se réunit pour la 3^{ème} fois

Le 24 juin, le Comité d'orientation stratégique de La Cade (COS) a tenu sa troisième séance de travail au siège du Conseil régional d'Île-de-France en présence de 20 de ses membres.

Aux trois points figurant à l'ordre du jour, a été ajouté un échange sur le thème proposé pour la rencontre-débat exceptionnelle de Janvier prochain.

Concernant les deux thèmes – à traiter en alternance – du prochain cycle annuel, soit la « libération de la capacité d'entreprendre en Afrique » et « que peuvent les productions littéraires africaines ? » présentés par le président de la Cade, on retiendra des débats le souci des participants d'être aussi concret que possible.

Ce qui implique pour le premier thème de montrer notamment à l'aide de témoignages d'entrepreneurs et de références aux changements dans l'environnement des entreprises, en particulier en matière de formation des managers, l'apparition de nouvelles formes d'entreprises sous l'impulsion de nouveaux chefs d'entreprise.

En matière de production littéraire, les particularités liées à l'édition, aux langues et à la dispersion du lectorat devront faire ressortir les difficultés et les singularités de la condition des auteurs en même temps que les problèmes de diffusion des œuvres littéraires.

S'agissant de l'orientation des activités de la Cade dans le sens d'une plus grande diffusion de ses travaux dans les milieux enseignants et de la diaspora, en liaison avec le GREF, un accord s'est fait sur la nécessité, d'adopter vis-à-vis des milieux enseignants une démarche pédagogique adaptée aux thèmes d'enseignement des programmes scolaires et de déplacer, vis-à-vis de la diaspora, le site des Rencontres-débats vers les lieux de résidence de cette diaspora. Dans le premier cas, cela doit nous conduire à bien cerner dans un premiers temps, en contact avec les enseignants identifiés pour leurs disponibilités à ce travail, les sujets à retenir. Pour ce qui est de la diaspora, un projet pilote à mettre sur pied prochainement avec des représentants du GREF doit nous per-



Jean-Louis Baudet (à gauche), Georges Courade (à droite) © CADE

mettre de rencontrer ce public et, à partir de ses attentes, de définir une ligne d'action.

Sur le thème de la lutte contre les discriminations, après le refus de notre proposition de projet par le Conseil régional d'Île-de-France, il est apparu nécessaire de faire comprendre la pertinence de notre approche des discriminations, dans la droite ligne de notre engagement en faveur d'un autre regard sur l'Afrique – cf. l'argumentaire réalisé à cet effet – et de réaliser une première opération avec ENDA et des associations de travailleurs migrants à Mantes-la-Jolie. Des échanges ont été souhaités tant avec le Conseil Représentatif des Associations Noires – CRAN – qu'avec le Forum des immigrants – FORIM – et d'autres partenaires pour conjuguer nos efforts et faire prendre en compte les causes profondes de la discrimination dans l'action à mener.

Le COS s'est penché, à l'initiative de Georges Courade, sur le choix du thème pour la Rencontre-débat exceptionnelle du début de l'année prochaine. Ce thème pourrait porter sur la représentation en image de l'Afrique. En faisant appel à une personnalité reconnue, comme M. Raymond Depardon, il s'agirait de décrypter la représentation visuelle de l'Afrique et d'éclairer les usages qui en sont faits. De nombreuses suggestions ont été faites qui, toutes, concourent à faire de ce thème un sujet à la fois difficile à traiter mais très pertinent au regard de la vocation de la CADE.

Ce bref aperçu introduit le compte-rendu d'une réunion très animée et dont la CADE tient à remercier les participants pour la qualité et l'abondance de leur contribution. ■

Jean-Louis Baudet

Les engagements du Conseil Représentatif des Associations Noires (CRAN)

Organisée peu après la présentation du livre de B. Lecherbonnier et P. Lozes intitulé « les Noirs de France sont-ils des citoyens à part entière ? » une rencontre entre Patrick Lozes, Président du CRAN, Michel Levallois et Jean-Louis Baudet a été l'occasion de faire connaissance et de situer les engagements respectifs du CRAN et de la CADE.

Patrick Lozes inscrit l'action du CRAN dans une stratégie républicaine en faveur de l'intégration des minorités visibles dans la société française. Il réfute l'expression de communauté noire au nom de la citoyenneté française, place le CRAN dans la lutte contre les discriminations, milite en faveur de la reconnaissance de la diversité, et

entend donner toute sa place à la question noire dans l'espace public.

Le CRAN mène deux types d'action : l'une avec les 150 associations qu'il fédère et un réseau d'associations qui lui sont proches dont, en tant que tête de réseau, il est la vitrine de leur activité, l'autre en

(Suite page 12)



La Cade dans l'Académie de Haute Normandie

La CADE a été créée en 1996 pour élaborer et diffuser « un autre regard sur l'Afrique » et logiquement a cherché depuis un temps certain à faire percoler son message au sein des dispositifs d'éducation.

Après un certain nombre de tentatives infructueuses, grâce à des relations personnelles avec des responsables motivés par la relation avec l'Afrique, elle a pu signer en avril 2007 un protocole de collaboration avec le Centre Régional de Documentation Pédagogique de Haute-Normandie et avec l'Université du Havre.

Le fruit de cette collaboration qui dure maintenant depuis deux ans s'est concrétisé d'une part, par la mise en place au sein de l'Université du Havre d'un cycle public de conférences-débats de deux heures sous l'appellation générique « l'Afrique en mouvement », dont la matière doit pouvoir être utilisée par la suite par les enseignants du se-



cond degré (voir le dernier point ci-après) et d'autre part en la publication ou mise à disposition publique de l'enregistrement audio de ces conférences sur le site du CRDP et enfin par la réalisation de fiches pédagogiques par des enseignants volontaires. La tâche n'est pas évidente dans la mesure où l'Afrique subsaharienne qui est l'objet de la Cade n'apparaît pas comme sujet principal dans les programmes d'enseignement et qu'il est donc nécessaire d'aborder ses problématiques par le canal de questions générales

comme la géopolitique, la mondialisation ou les problèmes de société (santé, environnement, etc...).

En pratique l'année scolaire 2007-2008 a permis de présenter une conférence-débat sur la géopolitique du coton, une deuxième sur la géopolitique de la faim et une troisième sur la mobilité en Afrique.



Ces trois conférences ont été reprises en février 2009 comme base d'une journée de formation des professeurs de l'Académie.

L'année scolaire 2008-2009 a vu la présentation d'une conférence sur l'Afrique des convoitises avec le cas du pétrole, une seconde sur le Sida et une troisième sur les frontières des Etats africains.

Pour chacune de ces conférences un travail effectué en alternance par nos deux agrégés volontaires du lycée J. Siegfried du Havre en collaboration avec le conférencier a conduit à l'élaboration d'une fiche pédagogique spécifique raccordée aux programmes d'enseignement du second degré selon une méthodologie progressive (rédaction par l'un et relecture par l'autre, tests en classe puis validation par un Inspecteur Pédagogique Régional) et à la mise à la disposition des enseignants par le CRDP via son site internet. <http://crdp.ac-rouen/crdp76/>

Ce dernier offre aussi un accès en téléchargement



libre à l'enregistrement audio des conférences dans les jours suivant leur tenue.

Le ballon d'essai lancé en 2007 est en train de devenir une institution car le nombre important de téléchargements ou de consultations des pages concernées du site du CRDP en justifie la prolongation.

Le programme d'une troisième année est déjà pratiquement bouclé avec une conférence sur les migra-



tions (12 novembre), une sur l'eau des villes et celle des champs (11 mars) puis une sur la désertification (29 avril). Une journée de formation des maîtres sera également réalisée sur la base des trois conférences du cycle 2008-2009 en mars 2010. En effet la journée de février de 2009 a été bien suivie et les auditeurs s'en sont montrés satisfaits. ■

Jean Brice Simonin



Principaux participants :

Pour le CRDP : Le Directeur de l'époque, Gérard Duchemin et Marc Garino, Directeur du CDDP du Havre

Pour l'université : Benjamin Steck, Directeur du CIRTAIL

Pour la Cade : l'équipe sous la conduite de Georges Courade

Pour les fiches pédagogiques : Christine Duval et David Jézéquel, professeurs agrégés

Site du CRDP : <http://crdp.ac-rouen/crdp76/>

Rubrique l'Afrique en mouvement pour les conférences (voir aussi cddp76)

Crédit photos : CRDP de Rouen

L'éco-santé, une opportunité pour l'Afrique de l'Ouest

L'homme ne vit pas seul dans son environnement. Pour tenter de mieux le comprendre, il est donc nécessaire de l'appréhender dans son écosystème afin de pouvoir décortiquer toutes les relations qu'il entretient avec les différents acteurs qui composent cet écosystème. Certes la thématique n'est pas nouvelle. Mais jusqu'à présent, chaque discipline l'abordait avec ses propres outils. Aujourd'hui, plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, parmi lesquels le Burkina Faso, ont décidé de bâtir une nouvelle approche éco-santé qui implique non plus de juxtaposer différentes disciplines, mais de les intégrer afin de fournir des solutions viables qui permettent de répondre aux besoins des populations. Car plus qu'ailleurs, la science ne peut ignorer les problèmes quotidiens auxquels sont confrontés les sociétés africaines



Enquête de terrain dans la Vallée de Sourou, Burkina Faso.
© IRSS - J.N. Poda

L'exode rural n'est pas un phénomène spécifique au continent africain et en particulier à l'Afrique de l'Ouest. Pour autant, dans ces pays, il prend des proportions très préoccupantes. Ainsi au Burkina Faso, que ce soit dans la capitale, Ouagadougou, où la population est passée de 709.730 habitants en 1996 à 1.475.223 habitants en 2006, ou dans les villes secondaires du pays, la population croît de façon très importante. Parallèlement, on y observe une disparité au niveau de l'occupation de l'espace urbain. Ainsi la périphérie de ces villes, qui abrite un habitat relativement désordonné, ne dispose pas, le plus souvent, de système d'assainissement de l'eau, au contraire des zones loties dites « intermédiaires » qui, si elles sont plus ou moins assainies, ont néanmoins des besoins en constante augmentation. Enfin, le centre de ces villes connaît des restructurations nécessitant des adéquations entre systèmes anciens et nouveaux, d'autant plus difficiles à réaliser que la population qui occupe cet espace urbain le jour, en est absente la nuit. Dans un tel contexte, il n'est donc pas étonnant que ces villes ne répondent pas, ou si peu, aux besoins des populations. A ce tableau, il faut ajouter le problème que représente la « restauration des rues », véritable danger potentiel en matière de santé et de nutrition. Or face à ce constat, la réponse sanitaire n'est pas à la hauteur des besoins nécessaires de l'immense majorité de la population.

Nécessité d'une approche transdisciplinaire

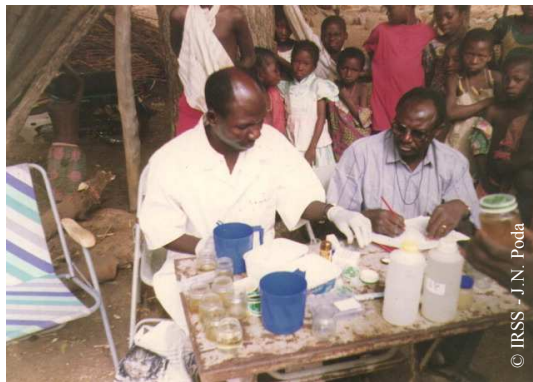
Dans un tel contexte, il est donc important de pouvoir mettre en place des indicateurs du milieu urbain permettant d'effectuer un suivi dans ces villes, non seulement pour créer en amont des alertes, afin d'éviter l'émergence de pathologies, trouver en aval les réponses

sanitaires les plus adéquates, mais aussi apporter aux autorités l'éclairage nécessaire dans leurs prises de décisions. « Ainsi, grâce à des capteurs disposés dans la ville, nous allons pouvoir par exemple mesurer le niveau de pollution de l'atmosphère d'une ville, que ce soit au niveau des gaz ou des particules. Parallèlement, nous allons répertorier les pathologies présentes, leur typologie, leur répartition spatiale, le moment de leur émergence, les types de populations concernées. Les corrélations entre données chimiques et données sanitaires nous permettront alors d'envisager les réponses à apporter », explique Jean-Noël Poda, Directeur adjoint chargé des programmes de recherche de l'Institut de Recherche en Sciences de la Santé (IRSS), l'un des quatre grands instituts du Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique (CNRST) du Burkina Faso.

Mais pour relever ce défi, il est nécessaire de travailler en synergie en adoptant une approche transdisciplinaire, au vrai sens du terme, c'est-à-dire qui intègre chaque discipline dans une démarche collective. Aujourd'hui, cette approche multidisciplinaire dépasse largement les frontières du Burkina Faso. « Dans le cadre de l'approche éco-santé, il existe un réseau en Afrique de l'Ouest et du Centre. Baptisé COPES-AOC et soutenu par le Canada, celui-ci permet d'avoir cette approche de l'écosystème appliqué à la santé dans le contexte urbain qui prend en compte différents facteurs et notamment les déchets, l'assainissement des eaux usées ou l'adduction d'eau », résume le chercheur burkinabé.

Parallèlement, le Burkina Faso, dans le cadre de l'Unité Mixte Internationale (UMI) « Environnement, Santé, Sociétés » (ESS), créée le 15 janvier dernier par le

CNRS, en France, le CNRST, au Burkina Faso, l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, au Sénégal, et l'Université de Bamako, au Mali, s'implique pleinement dans cette approche pluridisciplinaire. Rappelons que l'objectif de l'UMI ESS est de construire un outil scientifique interdisciplinaire efficace entre chercheurs du Sud et du Nord qui permette de répondre aux questions posées en Afrique de l'Ouest par les transformations environnementales et leurs impacts sanitaires et sociétaux. « L'UMI ESS arrive à point nommé », déclare Jean-Noël Poda qui est l'un des responsables des quatre pôles géographiques de cette unité. Celui-ci rappelle que le Burkina Faso est en charge de la thématique « Pollution, Santé, Sociétés », avec quatre grandes orientations : « santé, environnement », « pollution chimique », « perception des populations », « systèmes géographiques ».



Enquête de terrain dans une école. Burkina Faso.

Une science de l'immédiat

Jean-Noël Poda reconnaît que les échanges avec ses collègues étrangers, notamment français, dans le cadre de l'UMI ESS, sont essentiels. « En effet, nous souffrons très souvent d'un déficit de formation pour accéder à certaines informations. Par exemple, s'il est indispensable d'avoir accès à certaines données climatiques, encore faut-il pouvoir les interpréter de façon transdisciplinaire.

Par ailleurs, il est indispensable que nous ayons des contacts avec nos collègues des pays limitrophes. Car si chacun de nos pays est confronté à des situations spécifiques, nous sommes complémentaires, une complémentarité qui nourrit une nécessaire vision commune », précise le chercheur burkinabé. Enfin, ces échanges avec la communauté scientifique internationale sont d'autant plus importants que « faire de la science en Afrique » s'avère souvent plus difficile. « Ici, tout est urgent », constate-t-il. De plus, pour être crédible sur le terrain, le chercheur africain doit nécessairement mener des travaux en relation avec les problèmes auxquels la population est confrontée au quotidien comme l'adduction d'eau, l'assainissement des eaux usées ou encore l'alimentation dans un contexte de changement climati-

que, de transition démographique et de mutations socioéconomiques.

En Afrique, la science doit donc être capable de fournir des résultats applicables à court terme. « Attention, cela ne signifie nullement, bien au contraire, qu'il s'agisse d'une science au rabais », met en garde Jean-Noël Poda. Car cette science de l'immédiat n'en est pas moins le fruit d'une démarche scientifique rigoureuse, de niveau international, dont les résultats méritent d'être publiés dans les meilleures revues scientifiques du monde, « un exercice néanmoins pas toujours facile » pour un chercheur africain, les préoccupations de ce dernier et des grandes revues scientifiques internationales n'étant pas forcément les mêmes, loin s'en faut.

Mais là ne s'arrête pas cette sorte de « parcours du combattant » que beaucoup de chercheurs de ce continent, et en particulier de l'Afrique de l'Ouest, doivent réaliser à longueur d'années. « Il faut en effet nous faire comprendre des autorités pour qui, bien souvent, la recherche ressemble encore à une tour d'ivoire dans laquelle des chercheurs travaillent sur des thématiques incompréhensibles. Une démarche d'autant plus impor-

tante que la recherche a pour mission d'éclairer et d'accompagner la gouvernance dans ces choix », souligne le directeur adjoint de l'IRSS.

Jean-Noël Poda n'en reste pas moins optimiste pour l'avenir. « Il faut l'être si l'on veut survivre », lâche-t-il non sans une pointe d'humour. La démarche entamée depuis une dizaine d'années, consistant à travailler avec la population, en collaboration avec les structures présentes sur le terrain, au sein des communautés, a d'ores et déjà permis aux chercheurs

burkinabés d'être mieux compris. « Il nous faut aller davantage sur le terrain, au contact des populations, pour travailler avec elles afin que ces dernières comprennent notre démarche de chercheurs et assimilent nos avancées », s'enthousiasme-t-il. D'où l'importance de cette approche éco-santé, qui constitue une véritable opportunité dont on ne mesure sans doute pas encore tous les effets bénéfiques qu'elle pourrait entraîner sur le continent africain, et plus particulièrement en Afrique de l'Ouest, au cours des prochaines décennies. ■

Jean-François Dessessard, *journaliste scientifique*

Contact : Jean-Noël Poda
Courriel : podajnl@yahoo.fr

(Suite de la page 8)

rapport avec les institutions républicaines pour faire progresser la cause de la diversité (dérives du contrôle de police au faciès, mesure des discriminations à travers les statistiques de la diversité sur les bases du volontariat et du sentiment d'appartenance...).

Très engagé dans la lutte contre les discriminations et la reconnaissance des représentants de la diversité comme citoyens à part entière, le CRAN ne connaissait que de loin l'action de la CADE, aussi bien pour l'autre regard qu'elle porte sur l'Afrique qu'en direction de la restauration de la place de la diaspora dans l'espace public. Cette rencontre a permis de bien situer la vocation de chaque association et de faire ressortir leur complémentarité. ■

J.-L. B.

Ce qu'ils ont dit !

« **Afropessimisme.** Ce dernier animal est une création essentiellement occidentale, un jugement de valeur sans fondement scientifique.

L'afropessimisme d'aujourd'hui, qu'est-ce sinon cette bonne vieille habitude de mal nommer les réalités d'ailleurs ? Apollinaire comparait déjà, et ce n'est qu'un exemple parmi mille autres, les statuettes africaines aux "Christ inférieurs des espérances obscures". »

Abdourahman, A. Waberi.

In : *Culture post-coloniale*

1961-2006. Éditions Autrement 2005



Agenda de la Cade

Rencontres-débats à l'E-NA

de 17 h 45 à 19 h 45



A la prochaine rentrée :

La Cade prévoit deux cycles en alternance :

« **Que peuvent les productions littéraires africaines ?**

- Jeudi 8 octobre 2009 : « **La presse comme support de création et diffusion littéraire** »

« **La libération de la capacité d'entreprendre en Afrique** »

- Mardi 10 novembre 2009 : « **La nouvelle donne entrepreneuriale** »

Partenariat : RDP de Rouen et l'Université du Havre
L'Afrique en mouvement

Prochaines conférences :

- Jeudi 12 novembre 2009 : « **Les migrations africaines : de nouveaux territoires, de nouvelles figures** », avec Sylvie Bredeloup, socio-anthropologue (IRD)
- Jeudi 11 mars 2010 : « **L'eau des villes et des campagnes : maîtrise et usages** », avec Jean-Claude Janet, géographe (IRD)
- Jeudi 29 avril 2010 : « **La désertification : processus et effets** », avec Marc Bied-Charreton, géographe et agronome (IRD)

Vous pouvez consulter ou télécharger toutes les conférences tenues à l'Université du Havre sur les sites :

CRDP de Haute-Normandie : <http://crdp.ac-rouen.fr/crdp76/>

CDDP de Seine-Maritime : <http://cddp76.ac-rouen.fr/>



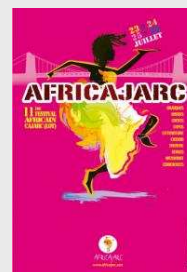
Annonces

• **11ème édition du Festival Africajarc**

Cette manifestation a comme objectif de créer un événement de partage et d'échanges, au cœur de la réalité sociale française, afin de promouvoir une meilleure connaissance de la culture africaine, sur un plan multidimensionnel : musique, chant, danse, cinéma, photographie, théâtre, arts plastiques, littérature...

Du jeudi 23 au dimanche 26 juillet 2009, à Cajarc (Lot)

<http://www.africajarc.com/>



Coordination pour l'Afrique de Demain (CADE)

Association Loi 1901

Président : Jean-Loïc Baudet

Président d'honneur : Michel Levallois

Vice-présidents : Raymond Césaire, Georges Courade, Xavier de Franssu, Secrétaire générale : Claudie Lasserre,

Trésorier : Philippe Mathieu

La Lettre de la CADE

Directeur de publication : Jean-Loïc Baudet

Comité de rédaction : Raymond Césaire, Robert Ginésy, Michel Levallois, Philippe Mathieu,

Denyse de Saivre, Henri Senghor, Jean Brice Simonin.

Mise en page et maquette : Sara Desessard

Crédits photos RD : J. B. Simonin

La CADE : 5 rue des Immeubles Industriels 75011 Paris, FR.

Tél. : 01 43 48 14 67 / Fax : 01 44 93 87 50

Courriel : endacade@wanadoo.fr

Site : www.afrique-demain.org

Dépôt légal à parution. Numéro ISSN : 1290-581X

Abonnement à La Lettre de la CADE :

NomPrénom.....

Adresse

Code postalVille

Courriel

Abonnement seul : 40 €, - étudiants : 8 €, - entreprises, collectivités locales : 200 €. Adhésion individuelle à l'Association en 2009, comprenant l'abonnement : 45 € Paiement par chèque à l'ordre de la CADE.